



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UCVA STOCKAGE**

31 rue Edouard Branly  
BP 29  
33230 Coutras

Références : 26-0397  
Code AIOT : 0003102714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2026 dans l'établissement UCVA STOCKAGE implanté 31 RUE EDOUARD BRANLY 33230 Coutras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection, objet du présent rapport, avait pour objectif de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 août 2025 encadrant la mise en œuvre de la nouvelle cuverie extérieure (n°3), ainsi que de traiter des suites de la précédente inspection.

Par ailleurs, l'action nationale 2026 relative aux atmosphères explosives (ATEX) a également été traitée.



**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UCVA STOCKAGE
- 31 RUE EDOUARD BRANLY 33230 Coutras
- Code AIOT : 0003102714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UCVA STOCKAGE a été créée en 2002. Elle emploie 3 personnes sur site.

La structure dispose de cuveries inox pour du stockage de vin et d'alcool, ainsi que d'un chai de vieillissement d'eaux de vie sous bois. L'entreprise est également dotée de bâtiment dans lesquels sont stockés des produits conditionnés.

UCVA STOCKAGE stocke des vins provenant à 90% du bordelais.

La société est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation, sur la commune de Coutras.

Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 21 juin 2021, complété le 28 août 2025, pour l'exploitation d'une installation de stockage d'alcool de bouche au titre de la rubrique 4755-2a. L'exploitant est autorisé à stocker 5402 m3 d'alcool de bouche.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :



- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
7	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
10	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 28/08/2025, article 3, 5 & 6	/	Sans objet
2	Entretien	AP Complémentaire du 28/08/2025, article 4	/	Sans objet
3	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/08/2025, article 8	/	Sans objet
4	Non obstruction déversoirs à mousse – rétention alcools	AP Complémentaire du 21/06/2021, article 8.4.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
8	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
9	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la nouvelle cuverie de stockage extérieure a été mise en place début 2026. Le système de détection et d'extinction incendie est installé et opérationnel.

Concernant l'action nationale ATEX, il a été constaté que l'établissement dispose d'une analyse de ce risque. Il ressort toutefois de cette action qu'un plan de zonage est à établir et que la signalétique est à compléter.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2025, article 3, 5 & 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nouvelle cuverie
<b>Prescription contrôlée :</b>
<u>Article 3</u>



L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est une installation de stockage d'alcool et un chai de vieillissement avec :

- un chai de vieillissement d'une capacité de stockage de 1 810 m<sup>3</sup> ;
- un stockage extérieur dans 4 cuves inox de 78 m<sup>3</sup> : 312 m<sup>3</sup>
- deux stockages extérieurs dans 8 cuves de 205 m<sup>3</sup> : 2 x 1 640 m<sup>3</sup> [...]

#### Article 5

Ces installations doivent comprendre notamment les équipements suivants :

- des déversoirs à mousse dans les rétentions, d'une stabilité minimale au feu de 30 minutes ;
- des canalisations fixes en inox reliant le point d'injection aux déversoirs (les cuveries 2 et 3 et les deux petites cuveries de la zone 1 disposent de réseaux indépendants clairement identifiés) ;
- des injecteurs proportionneurs de type venturi adaptés aux débits requis par les déversoirs et la concentration préconisée par le fabricant d'émulseurs ;
- deux réserves d'émulseur raccordée à l'injecteur proportionneur, d'un volume minimal de 1 000 litres ;
- la plate-forme de stationnement pour un engin pompe du SDIS susvisée ;
- la réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup> susvisée.

#### Article 6

Les surfaces d'épandage d'alcools sont limitées à :

- 59 m<sup>3</sup> pour chacune des petites cuveries accolées au chai de vieillissement ;
- 286 m<sup>3</sup> pour les cuveries 2 et 3, constituées chacune de 8 cuves inox de 205 m<sup>3</sup> ;
- 67 m<sup>3</sup> tant pour l'aire de dépotage des cuveries 2 et 3 que pour l'aire de dépotage des petites cuveries

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que la nouvelle cuverie (dite zone 3) était en place, composée de 8 cuves de 205 m<sup>3</sup>. Cette dernière a été mise en service en avril 2026.

Il a été constaté que les systèmes d'extinction et de détection incendie de la nouvelle cuverie étaient en place. Deux déversoirs à mousse sont placés en périphérie de la rétention. Ces derniers sont connectés au poste d'injection, équipés de 2 réserves d'émulseurs : 1000 l d'émulseur polyvalent sans fluor (FOAM MASTER 3F 33, fabriqué en octobre 2025) et 1000 l d'émulseur fluoré (SFPM 3/3, fabriqué en août 2019). Le réseau d'injection de la zone 3 a été clairement identifié en jaune afin de le distinguer de la zone 1 (vert) et de la zone 2 (bleu), raccordés aux autres cuveries. Le rapport d'intervention du 10 mars 2026 pour la mise en service du système de détection et d'extinction de la nouvelle cuverie, mené par la société Eau&Feu a été consulté sur site. Les mesures de débits ont été menées afin d'attester du dimensionnement de l'installation. Ces tests ont été réalisés en présence des pompiers.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 2 : Entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.
<b>Constats :</b>  Suite à la précédente inspection, l'entretien du séparateur d'hydrocarbures a été mené le 18 mars 2025. Vu le rapport d'intervention de la SARP Sud Ouest, le séparateur était "assez propre, environ 3cm de matière dans le fond". L'exploitant a indiqué procéder à une vérification visuelle périodique de l'état du séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2025, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans la Dronne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point de rejet n°1 : mesure triannuelle pour pH, T°C, couleur, MES, DCO, DBO5, HCT, N global, P total
<b>Constats :</b>  Un contrôle des rejets aqueux du site a été mené le 13 avril 2025 par la société IRH. Vu le rapport d'analyses d'Eurofins, les résultats étaient les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• couleur : 10 mg/L</li><li>• MES : 34 mg/l</li><li>• DCO : 23 mg/l</li><li>• DBO5 : 23 mg/l</li><li>• HCT : &lt;0,05 mg/l</li><li>• N global : 2 mg/l</li><li>• P total : 0,324 mg/l</li></ul> Ces résultats n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installation classées. La prochaine mesure périodique sera à mener en 2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Non obstruction déversoirs à mousse – rétention alcools**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/06/2021, article 8.4.3
---



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise au moins une fois par an des essais en eau des déversoirs à mousse afin de garantir la non obstruction de ces derniers. L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition de l'inspection la réalisation de ces essais de non obstruction.</p>
<b>Constats :</b> <p>Des tests en eau sont menés annuellement afin de contrôler la non obstruction des déversoirs à mousse placés en bordure de la rétention de la cuverie, ainsi que l'état des canalisations entre le poste d'injection et la cuverie.</p> <p>L'exploitant tient un tableau traçant ces tests menés sur l'ensemble des zones, consulté durant l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) de l'établissement a été consulté. Ce dernier a été mis à jour le 27 avril 2026. L'analyse des risques par zone y est présentée, détaillant la nature du risque (gaz, poussière) et les distances des zones définies. La création de la nouvelle cuverie a fait l'objet d'un rapport d'assistance à la définition du classement de zone ATEX par Bureau Veritas (rapport du 16 juin 2025), intégré dans le DRPCE de l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan général des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Plan des zones à risques



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°5) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li> <li>- [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan des zones à risques ATEX identifiées. L'exploitant a indiqué que ce plan n'a pas été établi, pensant que ce dernier n'était pas requis réglementairement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan des zones à risques d'atmosphère explosive identifiées, matérialisant les zones définies et caractérisant la nature du risque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Identification des zones à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°6).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence de la signalétique "Ex" a pu être constatée à l'entrée des zones ATEX identifiées dans le DRPCE, ainsi que des consignes de sécurité (interdiction du téléphone portable par exemple). Toutefois, la nature exacte du risque, ainsi que les distances définies ne sont pas indiquées à l'entrée des locaux concernés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



L'exploitant complète la signalétique en place par l'identification de la nature des risques et de présentation des distances de zonage établies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

#### N° 8 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Les zones ATEX situées au droit des cuveries de stockage extérieures sont naturellement ventilées. Concernant le chai de stockage, le bâtiment n'est pas équipé de système de ventilation de par la nature des stockages (pratique liée à la profession). Ce point est compensé par la présence d'un système de détection de vapeurs inflammables en partie basse du chai.
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 9 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que la liste des appareils certifiés ATEX, susceptibles d'être utilisés en zone, est référencée dans le DRPCE. Par échantillonnage, il a été constaté l'adéquation des pompes présentes dans le chai et au niveau de la cuverie 1 et 2 avec les appareils listés dans le document (vu les plaques de marquage présentes sur les appareils). Les appareils sont apparus en bon état visuel. Il a été annoncé que la pompe de la zone 3 (nouvelle cuverie) a été commandée et devrait être reçue d'ici peu (vu le bon de commande). Comme indiqué au chapitre 5.4 du DRPCE relatif à la maintenance des équipements certifié ATEX, l'exploitant a annoncé qu'en cas de besoin de réparation sur du matériel ATEX, celui-ci est



transmis au fournisseur pour réparation. Le rapport d'entretien du 10 avril 2026 sur la pompe de la zone 2 a d'ailleurs été présenté, fait par le fournisseur. Toutefois, l'exploitant a indiqué qu'aucune vérification périodique des équipements n'est programmé afin de garantir leur adéquation avec le zonage. L'inspection des installations classées souligne que la programmation de ce type de vérification permettrait de garantir le maintien de l'adéquation des équipements pouvant évoluer en cas de dégradation, de maintenance interne, etc.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées la méthode retenue afin de garantir en tout temps l'adéquation des équipements utilisés en zone ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des installations électriques mené par APAVE le 14 avril 2026 a été consulté. Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et ce, dans le périmètre des limites d'intervention. Toutefois, il a été noté que la continuité à la terre de certains récepteurs, notamment des éclairages situés des hauteurs inaccessibles, n'a pu être vérifiée, nécessitant de réaliser des compléments. De plus, la déclaration CE de conformité et les notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion sont notés incomplets. Le rapport indique également que la norme NF C15-100 relative à la mise en œuvre des installations vis-à-vis du risque d'explosion n'est pas applicable. Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le rapport présenté n'intègre pas pleinement la problématique du risque d'explosion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant complète le rapport de vérification des installations électriques de l'établissement afin de garantir que ce dernier réponde pleinement aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 vis-à-vis du risque d'explosion.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois